

Bibliomer

Veille bibliographique et réglementaire à l'intention des acteurs de la filière produits de la mer

Bibliomer n° : 58 – Juillet 2011

Thème : 3 – Qualité Sous-thème : 3 – 4 Gestion de la qualité

Notice n° : 2011-5701

Normes privées et certifications des pêcheries et de l'aquaculture : pratiques actuelles et problèmes émergents

Private standards and certification in fisheries and aquaculture : current practice and emerging issues

Washington * S. and Ababouch L.

* FAO Consultant, Christchurch, New Zealand

FAO, 2011, n°553, 203 p. ; ISSN 2070-7010 · ISBN 978-92-5-106730-7 - *Texte en Anglais*



<http://www.fao.org/docrep/013/i1948e/i1948e.pdf>

● Résumé

Les normes privées, avec leurs systèmes de certification associés, deviennent significatives dans le commerce international du poisson. Elles ont d'abord été mises en place dans les régions où les réglementations publiques sur la gestion responsable des pêches sont perçues comme peu efficaces. Dans l'industrie aquacole, leur utilisation est également de plus en plus fréquente pour assurer la sécurité des aliments, la qualité des produits et la durabilité environnementale.

Elles sont maintenant un mécanisme clé pour la grande distribution et les propriétaires de marques commerciales souhaitant traduire leurs exigences (spécifications des produits et processus) vis-à-vis des autres parties de la chaîne d'approvisionnement. Elles peuvent également faciliter la transparence des processus de production, la traçabilité et la normalisation des produits d'une gamme de fournisseurs internationaux.

L'attachement à une norme environnementale ou éco-label offre aux détaillants et aux propriétaires de marques une assurance contre le boycott de groupes environnementaux et les campagnes médiatiques négatives. Elle aide aussi à exploiter et à développer la demande des consommateurs pour les produits éthiques. Par conséquent, la politique des pêches de la plupart des grands détaillants comprend un élément de durabilité, avec pour objectif un éco-label pour les poissons sauvages, et un système de certification pour les produits d'aquaculture. Les fournisseurs qui travaillent au niveau *post*-production sont de plus en plus tenus d'adhérer à un système privé de certification, car ils doivent prouver que leurs produits répondent à certaines normes, et la certification fournit ce «fardeau de preuves».

Bien que l'impact des normes privées ne soit pas uniforme au travers des marchés, des espèces ou des types de produits, il est susceptible d'augmenter, y compris dans les pays en développement. Les chaînes de supermarchés consolident leur rôle en tant que principaux distributeurs de produits de la mer, et leurs politiques d'achat les amènent sur des marchés ouverts avec des relations contractuelles d'approvisionnement. Dans la mesure où la vente au détail via les multinationales augmente, leurs stratégies d'achat vont probablement progressivement influencer des marchés de détail en Asie orientale, Afrique, Europe de l'Est et Amérique Latine. Les problèmes-clés liés à l'impact global des normes privées dans la pêche et l'aquaculture doivent être compris de la même façon que ceux dont elles affectent les différentes parties prenantes.

Les coûts associés à l'adhésion à une norme privée représentent une autre question, controversée. Ces coûts sont supportés de manière disproportionnée par l'amont de la chaîne plutôt que par l'aval, qui est demandeur de la certification. La répartition de ces coûts est sans doute plus problématique : est-ce qu'une certaine redistribution des coûts est possible, et quels leviers utiliser ?

D'autre part, outre la multiplicité des systèmes de traçabilité, il faut intégrer, pour répondre aux exigences de l'amont de la chaîne, les aspects de sécurité des aliments, de certification des captures, et les exigences réglementaires.

Plus important encore, la prolifération des normes privées est source de confusion pour de nombreux intervenants : les pêcheurs et les pisciculteurs essaient de trouver un schéma de certification adapté à leurs clients, et les acheteurs, des normes crédibles sur le marché qui assurent la gestion des risques et leur confèrent une bonne réputation. Quant aux gouvernements, ils essaient de voir comment les normes privées répondent aux exigences de sécurité des aliments et aux stratégies de gestion de la ressource.

Ce document technique FAO analyse deux principaux types de normes privées concernant le commerce du poisson : les écolabels et les normes de salubrité et de qualité ainsi que leur importance pour les différents intervenants. Il aborde des questions relatives à leur développement et examine, notamment, leurs

implications politiques et de gouvernance, leur impact sur les coûts, leur rôle dans la traçabilité, l'évaluation de leur crédibilité, et les défis et opportunités pour les pays en développement.